Elections à l'Assemblée Nationale du 23 Novembre 1958

3ème CIRCONSCRIPTION – GANNAT

GINSBURGER Roger dit : **Pierre VILLON** **Député sortant** – Membre du Comité Central du Parti Communiste Français



Né le 27 août 1901 à Soultz (Haut-Rhin), fils d'une vieille famille alsacienne.

Jeune architecte, il adhéra au Parti Communiste en 1932. Il abandonna sa carrière pour devenir en 1935 collaborateur du Comité Central, avec un salaire d'ouvrier, afin de servir entièrement la cause du peuple.

Arrêté le 7 octobre 1940, condamné pour son action de résistance, il s'évade en janvier 1942. Il reprend la lutte. Le décret, signé MICHELET et Félix GOUIN, qui lui attribue la Légion d'honneur et la Croix de guerre, dit :

« Un des animateurs et secrétaire général d'un des mouvements de résistance les plus importants et des plus actifs, membre du Conseil National de la Résistance, il est appelé, en février 1944, à la présidence du C.O.M.A.C., prend à ce titre les responsabilités les plus lourdes et les risques les plus grands dans le commandement des Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) ».

Membre de l'Assemblée Consultative, député de l'Allier depuis 1945, il a, comme membre de la Commission de la Défense Nationale (dont il fut aussi le président), combattu pour la réduction des crédits militaires, la défense des revendications des soldats et pour que l'armée soit républicaine.

Il a été depuis 13 ans le défenseur des masses laborieuses du département : contre la fermeture des mines, de l'Atelier de Chargement et autres conséquences de la politique dite « européenne » des SCHUMAN, PINAY et Guy MOLLET.

Sa voix n'a manqué à aucune loi favorable aux métayers et fermiers, aux petits exploitants, artisans et commerçants, aux vieux, aux anciens combattants et retraités, aux salariés de la ville et de la campagne.

On peut faire confiance à ce militant désintéressé, éprouvé jusque devant les risques de torture et de mort, à ce grand patriote.

Le suppléant de **Pierre VILLON**, appelé le cas échéant à le remplacer, est

Emile PARNIERE **Maire d'Ygrande** – Né le 19 Octobre 1908 à Buxières-les-Mines

Petit cultivateur exploitant à Ygrande, il est bien connu comme un défenseur dévoué et actif des fermiers et métayers et des petits propriétaires.

Pendant l'occupation il a joué un rôle important dans l'organisation de la résistance à l'envahisseur.

Elu conseiller municipal par 80 % des votants, ses qualités personnelles l'ont fait devenir maire de sa commune. Il parvient à remplir les lourdes obligations de son métier en même temps que celles de maire et de militant paysan bénévole grâce à un courage indomptable et un inlassable dévouement.

ELECTRICES ET ELECTEURS,

Le 28 septembre, lors du référendum, ceux d'entre vous qui ont voté « Non », ont voulu en finir avec une politique de réaction, de misère et de guerre. Mais aussi ceux qui ont voté « Oui » ont souvent voulu ainsi condamner le passé et exprimer le souhait d'un changement.

Les uns et les autres se retrouvent aujourd'hui devant les mêmes préoccupations.

La crise frappe les ouvriers et les paysans

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Mais les salaires, les pensions et retraites sont bloqués. Ceux qui en vivent doivent réduire leurs achats. Les stocks s'accumulent. Des entreprises de Montluçon, Moulins ont licencié des ouvriers ou réduit les horaires, ce qui diminue encore le pouvoir d'achat.

Une grave crise économique s'annonce.

La consommation de la viande a diminué de 20 % en un an. Mais l'effondrement des prix du bétail qui en résulte pour le cultivateur ne fait pas pour autant diminuer le beefsteak. Chevillards, mandataires et gros intermédiaires tiennent le marché ! Ils empochent ce que perd le paysan, sans aucun profit pour le consommateur. L'augmentation des impôts et taxes de guerre fait le reste.

Les importations de choc continuent pourtant et aggravent la mévente. Les petits sont menacés au profit des gros qui pourront agrandir leurs domaines mécanisés. La récente ordonnance favorisant les cumuls contribuera également à la concentration des exploitations. Ainsi M. Houdet, devenu ministre de l'Agriculture, applique son plan tendant à supprimer 800.000 exploitants, qui deviendront ouvriers agricoles ou chômeurs.

PAS DE CREDITS POUR LES ECOLES, LOGEMENTS, CHEMINS ET ADDUCTIONS D'EAU.

Les milliards engloutis dans la course à la bombe atomique et dans la guerre d'Algérie font défaut aux œuvres de vie. Classes surchargées, écoles vétustes, manque de cours complémentaires et d'écoles professionnelles handicapent l'avenir du pays. La pénurie et le prix élevé des logements neufs condamnent les ouvriers aux taudis malsains et à de longs déplacements. La restriction des crédits d'Etat retarde la réalisation des adductions d'eau et rend prohibitif le prix de l'eau là où elles sont réalisées. Le réseau routier se détériore.

La guerre d'Algérie s'éternise

Quelques gestes et paroles du Gouvernement ont suscité un immense espoir de paix. Le Gouvernement provisoire algérien, de son côté, se déclare prêt à négocier, sans condition préalable et en terrain neutre, avec le Gouvernement français. Mais il juge inacceptable l'exigence de capituler sans condition. Aussi la guerre s'éternise et s'aggrave. La liste des morts s'allonge.

Il est pourtant impossible de venir à bout d'une guerilla menée par un peuple qui se bat pour son indépendance. La poursuite de la guerre affaiblit la France et réduit les chances d'une association avec les peuples d'Afrique du Nord.

La cause profonde de cette situation

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre et que la seule solution complète à ces problèmes, c'est le socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, par la remise de la terre à ceux qui la travaillent, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui ; il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres ; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

Une politique conforme aux intérêts des Travailleurs et de la Nation est cependant réalisable dès maintenant

Depuis 10 ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 %, apportant au grand patronat des profits fabuleux.

Le grand capital peut donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Depuis 10 ans les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès.

Par la négociation, la guerre en Algérie peut finir.

Certes, la Constitution adoptée le 28 septembre a diminué considérablement le rôle de la prochaine Assemblée nationale. Le système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne. Il sera donc plus difficile que par le passé de défendre au Parlement les revendications de la population laborieuse.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les républicains, il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe communiste important à l'Assemblée nationale.

Les députés communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser son

programme de justice sociale et de salut national

1) RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

2) PAIX EN ALGERIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3) POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4) REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture, les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5) GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE, par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6) RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

ELECTEURS, ELECTRICES,

La politique dont vous souffrez :

— est celle de la grande bourgeoisie capitaliste. Elle a été appliquée par les partis de la réaction :

le M.R.P. avec les BIDAULT et SCHUMAN ;

par les prétendus « Indépendants et Paysans » avec les LANIEL et PINAY, qui parrainent le docteur NIGAY, ex-radical, passé au parti de l'ultra-colonialiste MORICE ;

par le R.P.F. devenu U.N.R. avec les factieux SOUSTELLE et CHABAN-DELMAS, qui présente M. PAUL. POUJADE, qui présente GAILLARD, en a été le complice.

Mais le Parti Socialiste, entre 1947 et 1954, a été presque constamment leur associé, dans les mêmes gouvernements et les mêmes majorités.

Si avant les élections du 2 janvier 1956 il a critiqué les partis de la réaction au pouvoir en 1955 et réclamé la paix en Algérie, Guy MOLLET, arrivé au pouvoir, a préféré, par anticommunisme, trahir son programme en s'alliant à la réaction, plutôt que faire l'Union des Gauches sans exclusive que nous proposions.

Nous, communistes, nous avons pourtant fait l'impossible pour réaliser l'union entre communistes et socialistes, pour tirer le Parti Socialiste à gauche : nos votes à l'Assemblée après le 2 janvier, nos désistements — sans réciproque ! — aux élections cantonales en sont la preuve. Gilles GOZARD en 1956 à Ebreuil, MAGUET en 1958 à Chevagnes, ont été élus grâce à l'apport des voix communistes.

Mais nos efforts ont été vains. En mai dernier Guy MOLLET a préféré céder aux exigences des factieux d'Alger et investir de Gaulle, plutôt que d'accepter un nouveau Front Populaire.

Actuellement les dirigeants S.F.I.O. font semblant de se quereller avec ceux des partis de droite pour faire croire qu'ils seraient, eux, de gauche. Mais Guy MOLLET est associé à SOUSTELLE et PINAY au Gouvernement. Il combine avec eux l'alliance électorale pour le second tour de scrutin.

Aussi, voter pour le candidat S.F.I.O. Charles MAGNE, ce serait approuver la politique de la réaction faite depuis 3 ans par les dirigeants S.F.I.O.

Si vous voulez que ça change VOUS NE POUVEZ VOTER NI POUR LES CANDIDATS DE LA REACTION, NI POUR CELUI DU PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

TRAVAILLEURS, SOCIALISTES ET REPUBLICAINS,

Seule notre union CONTRE les hommes des puissances d'argent peut assurer ce changement : faire payer les riches au lieu d'écraser les pauvres, donner un avenir aux jeunes travailleurs au lieu de les sacrifier aux intérêts des gros colons et des compagnies pétrolières internationales !

Vous avez la possibilité de mettre un terme à la politique de division ouvrière et d'alliance avec la réaction pratiquée par les dirigeants S.F.I.O. dont vous êtes autant les victimes que vos frères communistes, c'est de voter pour le seul candidat d'union ouvrière et républicaine, pour **Pierre VILLON.**

Pour barrer la route à la réaction ; pour réaliser une politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la nation ; pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un groupe communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix ;

Pour la victoire de la République ;

Pour l'avenir de la France ;

Votez et faites voter le 23 novembre pour

PIERRE VILLON

DEPUTE SORTANT — Membre du Comité Central du Parti Communiste Français

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Remplaçant éventuel : **Emile PARNIÈRE**

Vu : Le Candidat,

LA FEDERATION DE L'ALLIER DU P.C.F.

Imp. Nouvelle — Gaillard — St-Pourçain